

Syrie: Les perspectives de paix en voie de disparition

HuffPost Maghreb | Par Sandro LutyensPublication: 20/07/2013 09h35 CEST | Mis à jour: 21/07/2013 19h22 CEST

Il y a deux mois, la Syrie entrevoyait une éclaircie grâce aux efforts diplomatiques des Etats-Unis et de la Russie. Mais la perspective d'une conférence de paix s'éloigne de jour en jour. Dite de "Genève 2", cette conférence devait tout d'abord avoir lieu en juin, avant d'être repoussée d'un mois, les deux nations à l'initiative n'ayant pas su s'accorder sur les participants. *"Mieux vaut qu'elle soit organisée en juillet que jamais"*, avait alors annoncé Guido Westerwelle, ministre des Affaires étrangères allemand.

20 juillet. Toujours rien.

Le médiateur pour la Syrie mandaté par l'ONU, le diplomate algérien Lakhdar Brahimi, déjà bousculé dans ses fonctions début mai, a avoué fin juin: *"Franchement, je doute que la conférence ait lieu en juillet"*.

Plusieurs couleurs pour une partie d'échec

Deux blocs s'opposent autour du destin de ce pays à l'emplacement stratégique. La Russie, soutenue par la Chine, s'est faite porte-parole du régime de Bachar Al-Assad. Enjeu énergétique pour certain, d'autres y voient un terrain de jeu permettant aux Russes de s'imposer dans la région. Autre allié de poids du gouvernement syrien, l'Iran soutient Bachar Al-Assad pour des raisons similaires. La Syrie lui est un accès libre à son partenaire du Hezbollah libanais, au sein d'une alliance chiïte régionale chapeautant le régime alaouite.

LIRE AUSSI: [Syrie, tableau d'une guerre déjà oubliée](#)

Dans le camp adverse, la Maison Blanche, qui ne veut plus s'empêtrer dans des guerres au Moyen-Orient, a tout de même pris parti pour l'opposition, tout comme les Européens. L'Arabie Saoudite et le Qatar sont également de la partie, se livrant une joute d'influence alimentée par des comptes en banque inépuisables. Le Premier Ministre de l'opposition, l'islamiste favori des Qataris Ghassan Hitto, a ainsi démissionné de son poste le 8 juillet, deux jours après la nomination à la tête de la coalition d'Ahmad Assi Jarba, protégé de l'Arabie Saoudite.

Des divisions qui miroitent les clivages entre les groupes d'opposition sur le terrain. Randa Kassis, ancienne membre de la Coalition nationale syrienne, finit par en rire.

"Plus besoin d'élire de président de la coalition! La meilleure chose à faire, c'est de mettre à sa tête un émir qatari et un émir saoudien. Ca donnera la même chose".

Il y a deux ans, elle était une des premières à *"croire que c'était bon"*. Mais l'optimisme a rapidement disparu.

Là où ça coince

Alors que le régime a accepté de participer aux négociations, l'opposition ne l'entend pas de la même oreille et refuse de s'asseoir à la table tant qu'Assad ne démissionne pas.

"S'il y a une condition préalable, ça va bloquer les négociations", indique Randa Kassis. Et la présidente du Mouvement pour une société pluraliste d'ajouter: "La rigidité des opposants arrange le régime de Bachar", lui permettant d'accuser l'opposition de vouloir faire durer le conflit.

"C'est un mauvais timing", souligne quant à lui Julien Barnes-Dacey, chercheur senior au [European Council on Foreign Relations](#). "Le rapport de force armé penche en faveur d'Assad, alors les rebelles renâclent à négocier en position de faiblesse".

Des armes salvatrices?

Pour renverser ce rapport de force, l'opposition demande des armes à leurs soutiens étrangers, pour rivaliser avec une armée loyaliste alimentée en artillerie fraîche par Moscou. Mais les Américains et les Européens hésitent. Les preuves d'utilisation d'armes chimiques (gaz sarin) par l'armée n'auront pas suffies. Les Russes n'ont d'ailleurs pas tardé à affirmer détenir des échantillons accusant les rebelles du même méfait.

"Ils ont compris que quelques livraisons ne changeront rien à la donne et ne feraient qu'alimenter une course à l'armement, où les Russes ne lâcheront rien", explique l'expert du Moyen-Orient. "Et les occidentaux ne veulent pas s'impliquer plus que ça".

"Et puis, ce n'est pas en livrant des armes qu'on fait la paix".

Quelles perspectives pour la Syrie?

L'expert et la femme politique syrienne sont unanimes: il faut une politique de compromis, surtout de la part de l'opposition.

"Il n'y a pas de solution magique, le régime peut tenir bon", avoue Randa Kassis. Exclue du Conseil national syrien après avoir dénoncé l'expansion du fondamentalisme dans l'opposition, elle dénonce "le manque d'alternatives" proposées par l'opposition.

"Ce sont des mises en scène, il n'y a pas de leader de l'opposition. Depuis longtemps, le régime emprisonne, exécute ou exile les leaders potentiels. Et les intellos sont coupés de la société, aussi rigides que le régime. Ils ne savent plus ce que veut cette société, comment la rassembler. Même si la coalition accepte d'entamer les discussions, les brigades ne suivront pas"

Changer la réalité syrienne passera nécessairement par un effort de la part des puissances influentes. "Un accord international mettrait de la pression sur les partis en guerre, qui sont dépendants de leurs partenaires extérieurs", estime Julian Barnes-Dacey. "C'est le seul espoir".

Le seul espoir n'aura pas lieu en juillet. Et d'ailleurs, confie Barnes-Dacey, "le combat sera encore long".